Mégabassines - Une contestation massive mais sans débordement

BOUZEL - Samedi 11 mai, environ 6 500 personnes s'étaient rassemblées à la gare de Chignat, à Vertaizon, pour une randonnée, dont l'objectif était notamment de rejoindre la parcelle concernée par le projet de construction d'une mégabassine.



Entre 6 500 et 7 000 personnes étaient rassemblées à la gare de Chignat.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase... L'annonce de deux projets de mégabassines prévus dans le Puy-de-Dôme en a fait réagir plus d'un. Une levée de boucliers qui n'est pas s'en rappeler la forte mobilisation, en mars 2023, à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, contre un projet de mégabassine. On a tous gardé en mémoire les affrontements entre manifestants et force de l'ordre à coup de grenades lacrymogènes. Maintenant, le calme est revenu en apparence malgré l'avancement des travaux de construction de la mégabassine du Poitou, toujours sous la surveillance des opposants.
Des opposants qui sont toujours sur le front, cette fois-ci dans le Puy-de-Dôme pour crier haut et fort leur rejet des deux projets de mégabassines dont l'une se situe à Bouzel. Le deuxième projet qui devait se faire à Saint-Georges-sur-Allier serait abandonné car techniquement irréalisable, les sols étant jugés incapables de supporter une réserve d'eau de 18 hectares de surface. Une autre parcelle reste donc à déterminer. Celui de Bouzel représente 15 hectares et est porté par l'*Association syndicale libre des Turlurons* regroupant 36 agriculteurs, majoritairement des adhérents du groupe Limagrain. Le coût global de ce projet de deux mégabassines s'élève à 25 millions d'euros, financé pour la partie ouvrage agricole à hauteur de 70 % par la Région Auvergne-Rhône-Alpes via le Feader (Union européenne).

Des manifestants venus d'un peu partout

Samedi 11 mai, une randonnée « festive et déterminée » a été organisée avec un départ depuis la gare de Chignat à Vertaizon en fin de matinée. Une mobilisation à l'appel de Bassine *Non merci 63*, de la Confédération paysanne, des *Soulèvements de la terre*, *Extinction rébellion* et des *Faucheurs volontaires* qui se sont exprimés avant l'entame de la marche. « Depuis le Poitou, on voit des projets de bassines à des tailles différentes pour irriguer les betteraves à sucre, le maïs semence, le blé tendre.
Quels que soient ces projets, cela reste de l'accaparement de l'eau au profit de quelques-uns, au profit d'une filière agro-industrielle dédiée à l'export alors qu'on continue à avoir de moins en moins d'eau potable à la consommation sur nos territoires », explique Johanne Rabier, membre de *Bassine non merci 86*. La jeune femme a également évoqué « les premiers protocoles en 2018 pour la mise en place de 16 mégabassines dans les Deux-Sèvres. En parallèle, il y a eu un barème de l'eau où le gouvernement a annoncé l'installation de 1 000 bassines en France. Depuis cette date-là, on remarque qu'une seule bassine a été construite à Mauzé-sur-le-Mignon dans les Deux-Sèvres. Il y a aussi plus de 15 bassines qui ont été déclarées illégales par les tribunaux. Depuis 2018, les tribunaux ont annulé près de 50 projets de bassines. On voit bien que cela reste des effets d'annonce ». Aux abords du rassemblement, plusieurs voitures sont garées sur le parking de la gare, d'autres dans les chemins alentours. Population, riverains, paysans, jeunes et moins jeunes : tous sont rassemblés pour une cause commune. Certains ont même passé la nuit là dans un van aménagé. Les plaques d'immatriculation ne portent pas toutes le numéro de notre département, les manifestants viennent d'un peu partout : Deux-Sèvres, Vendée, Rhône, Yvelines, Haute-Loire...

> *« On a établi un beau rapport de force avec le nombre de manifestants*

C'est le cas de Valérie venue en voisine et motivée pour dénoncer « une agriculture intensive et le fait que ce qui est cultivé ne nous bénéficie pas en France. Je serai prête à faire d'autres manifestations et à me mobiliser à nouveau. C'est un beau combat ». Manon, quant à elle, est maraîchère à Chauriat. Pour l'instant, sa production ne subit pas le manque d'eau mais... « Je trouve cela inquiétant que des personnes prélèvent des millions de litres d'eau alors que d'autres n'y ont pas droit. Je suis sur une petite surface en maraîchage, si l'eau vient à manquer, si on ne fait pas partie de ce projet et si on n'a pas le droit à l'eau cela pose question de la confiscation de cette ressource. »
Entre 6 000 et 7 000 personnes ont convergé ensuite en direction de Bouzel et ont réalisé une chaîne humaine autour de la parcelle où est prévu l'un des projets de mégabassine. Elles ont également semé des milliers de graines dont l'objectif est de recréer des haies et obstrué des drains afin de retenir l'eau dans les terres. Une manifestation qui s'est déroulée dans le calme alors que les jours avant l'organisation de cette randonnée, les gendarmes avaient pris d'importantes précautions, craignant que ce soit le bis repetita du scénario de Sainte-Soline. « Nous faisons un bilan positif de cette mobilisation, tout s'est bien passé. On a établi un beau rapport de force avec le nombre de manifestants. Nous demandons un moratoire sur les bassines, on est dans l'attente d'une réponse politique. Nous allons voir les propositions qui seront faites et restés vigilants sur les dossiers pour pouvoir effectuer des recours. Vu qu'on est capable de mobiliser 6 500 personnes alors que les travaux n'ont pas commencé, s'il y a une pelleteuse ce sera encore pire », appuie Ludovic Landais, porte-parole de la Confédération paysanne 63.

Extrême-gauche et Écologistes ont rejoint la lutte

Des formations politiques étaient également présentes à cette manifestation contre les projets de mégabassines. Thomas Dossus, sénateur Europe écologie les verts avait fait le déplacement du Rhône. « Au Sénat, on conteste dès qu'on peut les projets de mégabassines. On va avoir un projet agricole qui va arriver au Sénat d'ici le mois de juin, où il est prévu que ces mégabassines soient des outils supérieurs. On va contester cette vision de l'agriculture, donc on porte un autre modèle agricole moins consommateur d'eau et plus destiné aux paysans et à nourrir la France. » Les communistes étaient également présents avec le secrétaire départemental PCF 63, Pierre Miquel, qui insiste sur le fait « qu'il faut un vrai pilotage public de l'eau. On voit bien qu'il y a des tentatives d'accaparement de l'eau par les lobbies agricoles et industriels. Limagrain pèse sur le territoire, mais il faut être ferme avec eux pour les réorienter dans le bon sens ». Jacky Grand, conseiller départemental PC du canton de Billom, « combat également ce projet qui va dans le mur, ce n'est pas la solution. Il faut que le gouvernement mette en place un plan pour aider les agriculteurs à changer leur façon de faire plutôt que de financer des mégabassines. Dans ce projet, 36 agriculteurs sont concernés et les autres que vont-ils devenir ? Ils vont mourir et cela n'est pas supportable ».
D'autres ont pu s'exprimer via une tribune. C'est le cas de Marianne Maximi, députée LFI de la 4e circonscription du Puy-de-Dôme, avait fait le déplacement accompagnée de Clémence Guetté, vice-présidente du groupe LFI-Nupes à l'Assemblée nationale, et de Mathilde Panot, députée LFI du Val-de-Marne.
La députée puydômoise a rappelé que « ce département est le symbole de la lutte pour le partage de l'eau face aux deux multinationales que sont Danone (Eaux de Volvic) et Limagrain qui porte sans se cacher les projets de mégabassines qui ne verront pas le jour. Nous allons démontrer que l'eau ne peut pas s'accaparer et qu'il faut réfléchir démocratiquement à ses usages ».

Ludivine BOURDUGE



Une chaîne humaine a été matérialisée autour de la parcelle concernée par le projet de mégabassine - © Antoine Legrand.



Des slogans qui ne manquent pas d'imagination.

Retenues d'eau - « Sécuriser la production agricole »

BASSIN DE BILLOM - C'est une association d'agriculteurs qui porte le projet de deux retenues. Mais Limagrain, tout comme la FDSEA, le soutiennent.

C'est l'*Association syndicale libre* (ASL) des Turlurons qui est à l'origine des deux projets de mégabassines sur le bassin de Billom. Cette ASL des Turlurons regroupe 36 agriculteurs, dont Sébastien Vidal, président de Limagrain.
Dès lors, la coopérative agricole ne porte pas elle-même ces deux projets, mais « on les soutient, on les supporte », relève Alexandre Poncet, directeur de la communication de Limagrain.
Et dans un communiqué, les Turlurons entendent « battre en brèche certaines idées reçues ». Ces deux retenues d'eau en Limagne représentent « un projet responsable et encadré [qui] vise à sécuriser la production agricole et alimentaire de Limagne ». Car il s'agit de « répondre à une situation d'urgence hydrique », à cause des sécheresses à répétition et, plus globalement, du changement climatique.
Un état des lieux partagé par David Chauve, président (FDSEA) de la chambre d'agriculture 63 : « Il y avait un besoin pour assurer un approvisionnement en eau lors des périodes critiques. Élevage, maraîchage, grandes cultures, les besoins sont variés. Les mégabassines sont l'unique solution pour répondre au problème dans le court terme, dix ou quinze ans ».
L'objectif est « de permettre à des agriculteurs de développer et de maintenir leurs exploitations, lesquelles sont, en Limagne, familiales et de petites tailles, soit 80 hectares en moyenne, et dont certaines sont en polyculture, commente Alexandre Poncet. Ces agriculteurs ont envie d'avoir un futur pour leurs exploitations ».
« Il faut aussi entendre, complète David Chauve, que Limagrain a besoin de lisibilité pour savoir sur quoi ils pourront compter pour sauver les cultures et voir de combien d'eau ils disposeront. »
Si le projet de ces deux retenues remonte à 2016, pour le moment le dossier n'est pas encore déposé auprès des services de l'État. La première retenue, sur la commune de Bouzel, s'étendrait sur 15 hectares et permettrait le stockage de 1,05 million de m³ d'eau. Le site pour cette retenue est déjà connu. En revanche, la seconde, de 18 ha pour un stockage de 1,25 millions de m³, n'a pas encore de localisation déterminée. Un site avait été envisagé, mais une étude a montré que le sol ne permet pas une telle installation.

0,12 % du volume annuel moyen de l'Allier prélevé

« Loin de chercher à accaparer ou à privatiser un bien commun, notre projet s'inscrit dans la ligne de la loi sur l'eau et des milieux aquatiques », affirment les Turlurons. Il est envisagé de prélever l'eau dans l'Allier pour la stocker seulement en hiver, quand les précipitations sont les plus fortes, afin de l'utiliser en été pour l'irrigation, quand elle devient plus rare. Ce captage ne sera possible qu'à partir du moment où l'Allier a un débit supérieur à 47,5 m³ par seconde. Or, « le débit moyen de l'Allier est de 60,3 m³/seconde, mesuré à Vic-le-Comte », indique Alexandre Poncet.
Quant au cubage total de prélèvement pour les deux retenues, il ne correspondrait qu'à 0,12 % du volume annuel moyen de l'Allier. C'est pourquoi les Turlurons avancent l'idée que les deux équipements permettraient de « limiter les risques de conflits d'usages ». Car le captage se ferait lorsque l'eau est abondante et lorsque la ressource est plus réduite, les retenues permettraient justement d'éviter à continuer à la capter. Le projet vise également à installer sur les retenues des panneaux photovoltaïques comme une sorte de couverture permettant de limiter l'évaporation de l'eau, qui devrait être « inférieure à 5 % » du volume.

« Un travail en sous-marin » pour un projet de barrage

Du côté de Limagrain, on réfléchit afin « d'avoir une approche complémentaire sur l'ensemble des solutions » à la problématique de l'eau. Les retenues sont des solutions à court terme, afin de palier un manque d'eau en période estivale. Mais « on peut imaginer la construction d'un autre barrage dans le département », avance Alexandre Poncet. Celui de la Sep visait déjà, au début des années 1990, à irriguer la Limagne.
Là encore, cette idée est largement soutenue par la chambre d'agriculture 63 et son président David Chauve.
« On pousse depuis longtemps pour la construction d'un ouvrage plus conséquent sur l'Allier, comme le barrage de Naussac, pour répondre à tous les besoins. Le préfet en est conscient et mène actuellement un travail en sous-marin pour mener une réflexion sur un projet de ce style dans le département. » Ensuite, il existe des « solutions agronomiques ». Limagrain a un projet baptisé *La Matrice*, qui devrait permettre « d'obtenir une meilleure gestion de la ressource en eau, au niveau des pratiques agricoles, notamment grâce à des outils d'aide à la décision ». Quant aux semences, la coopérative continue ses recherches pour obtenir des plantes qui résistent mieux aux sécheresses.


Une retenue à Cram-Chaban (Charente-Maritime), dans le marais poitevin
© Water Alternatives Photos / Flickr.

Ludivine BOURDUGE
et Jean-Philippe MONJOT

Agriculture bio - « J'ai hésité avant de quitter Limagrain car c'était le confort »

ENNEZAT - Le parcours de Jean-Paul Onzon est plutôt atypique. Ancien adhérent chez Limagrain, il a décidé de changer sa façon de cultiver et a opté pour le bio.

Nichées en pleine Limagne, plus précisément à Ennezat, les terres agricoles de Jean-Paul Onzon ne sont plus destinées à produire notamment, du maïs semence pour Limagrain. Une production historique de la multinationale qui s'avère très rémunératrice et a permis un développement florissant. Une développement accompagné d'une certaine modernisation, notamment au niveau des nouvelles technologies qui ont pris une part importante dans les travaux agricoles. Et même si elles jouent un rôle de facilitateur, le rapport au vivant a beaucoup changé. « C'est quelque chose qui n'est plus supportable car cela correspond à une relation différente avec la terre. La terre n'est qu'un support quand on est dans ce type d'agriculture.
Nous, c'est une vision beaucoup plus en amont avec une réflexion par exemple sur l'assolement diversifié et la rotation des cultures », explique Jean-Paul Onzon.
L'agriculteur de 63 ans, ancien porte-parole de la Confédération paysanne dans les années 1990-2000, a quitté Limagrain depuis plus de quinze ans et s'est converti en bio. Une décision assumée qu'il ne regrette aucunement, plus en adéquation avec ses valeurs et qui donne du sens à son travail. « J'ai hésité avant de quitter Limagrain car c'était le confort, mais j'ai eu un déclic et j'ai pris conscience des choses. Je suis un ancien conventionnel et j'étais très encadré par Limagrain. Durant mes études, j'ai appris les pratiques de l'agriculture productiviste et classique avec l'utilisation d'engrais et de pesticides », lâche-t-il.
« J'ai déconstruit, poursuit-il, ce que j'avais appris à l'école pour faire de l'agronomie. J'ai repensé les choses d'une manière globale en prenant en compte tous les éléments. Je produis moins, mais je rentre dans mes frais avec un modèle vertueux. »

Mieux gérer la ressource en eau

Sa ferme de 40 hectares est désormais en bio et favorise la polyculture. « J'essaie de faire le plus possible de cultures pour l'alimentation humaine comme du blé pour le pain, l'orge pour la bière, les lentilles en vente directe, la cameline, le colza... C'est varié car je suis en bio, c'est important sur le plan agronomique », explique l'agriculteur.
En pleine interrogation pour préserver la ressource en eau, face notamment aux épisodes de sécheresse, certains agriculteurs ont pris conscience qu'ils devaient gérer au mieux l'irrigation. « J'essaie d'irriguer le moins possible parce que cela coûte cher et consomme de l'énergie. Par conscience, il faut consommer moins d'eau. » Et selon Jean-Paul Onzon, l'artificialisation des sols n'a pas aidé à la situation que nous connaissons aujourd'hui. « La Limagne est un ancien marais. On a voulu utiliser toutes les terres donc on a drainé un max. L'idéal serait de laisser l'eau dans la terre au lieu de la mettre sur des bâches, cela n'a pas de sens. Le problème a été causé par nous-mêmes, par l'agriculture productiviste. Il ne faut pas raconter d'histoires aux gens. »
Alors, les mégabassines seraient-elles une solution pour irriguer ? Parmi la surface agricole puydômoise, 6 000 hectares de maïs semence sont irrigués contre de 10 000 à 15 000 hectares de maïs destiné à la consommation qui ne le sont pas tous. « Les projets de mégabassines sont au service de Limagrain pour arroser le maïs semence vendus à 70 % à l'export. Les dividendes données aux adhérents ne sont pas gagnées ici. Limagrain fait vivre le coin, donc personne n'ose rien dire mais pourtant on ne peut pas continuer comme cela, il faudra changer les choses même si ce n'est pas facile. »


En Limagne, 6 000 hectares de maïs semence sont irrigués.

Ludivine BOURDUGE